

élevé. Ce que je trouve d'excessif et de trop conservateur dans la constitution du conseil législatif de la confédération, c'est qu'aucun pouvoir n'en pourra changer la composition dans le cas d'un conflit entre lui et la chambre des communes. Les conseillers seront nommés à vie, et leur nombre sera fixe. Par quel moyen empêcherons-nous le conseil législatif d'enrayer la marche des affaires s'il vient en conflit avec la chambre basse ? L'hon. député de Montmorency dit que l'on brisera l'obstacle ; mais si l'on ne pourroit pas à d'autre remède que celui-là, je dis que le principe est fautif. Il ne faut pas ouvrir la porte à des obstacles qu'on ne peut surmonter qu'en les brisant, quand on fait une constitution. (Écoutez ! écoutez !) En Angleterre, où la chambre des lords est très conservatrice, la couronne a le pouvoir de nommer de nouveaux pairs. Et c'est précisément ce pouvoir qu'elle possède de créer de nouveaux pairs qui a empêché de briser l'obstacle,—qui a empêché une révolution en 1832. L'hon. député de Montmorency admet lui-même que l'on étoit à la veille d'une révolution à cette époque, en Angleterre, et qu'elle serait arrivée si la chambre des lords avait refusé plus longtemps les mesures de réformes passées par la chambre des communes et réclamées par le peuple ; et cette révolution n'a été évitée que parce que le roi ayant déclaré qu'il créerait de nouveaux pairs, une partie des lords, pour éviter ce danger, se sont abstenus et ont laissé passer le bill de réforme parlementaire. (Écoutez ! écoutez !) Il y a encore deux ou trois sujets qui sont laissés à la juridiction concurrente de la législature fédérale et des législatures locales, comme l'agriculture, l'émigration et les pêcheries, mais les lois du parlement fédéral l'emporteront toujours, sur ces sujets, sur celles des parlements locaux. Ainsi, une législature locale passera une loi sur l'agriculture, mais elle pourra être détruite le lendemain par une loi de la législature fédérale. (Écoutez ! écoutez !) Je ne parlerai pas de la question financière, mais je dirai que les chiffres donnés par l'hon. solliciteur-général Est ne s'accordent pas avec ceux des comptes publics. Je ne sais pas où il les a pris, mais, pour ma part, je n'ai pas pu les trouver. Quand j'ai demandé si le Bas-Canada paierait la dette contractée pour le fonds d'emprunt municipal, il n'a pas voulu répondre. Quand j'ai demandé à l'hon. ministre des finances si le Bas-Canada serait chargé de la dette contractée pour le

rachat de la tenure seigneuriale, du fonds des écoles communes, du fonds d'emprunt municipal et de l'indemnité payable aux townships,—qui s'élèvent à \$4,500,000,—il m'a répondu qu'il soumettrait un plan plus tard pour régler ces questions, mais il n'a pas voulu donner d'explications. Eh bien ! j'ai dit qu'à part la dette de \$67,000,000 due par la province, il y a au-delà de \$3,000,000 dues au Haut-Canada pour compensation de l'indemnité seigneuriale, et qu'en portant à \$62,500,000 la dette dont se chargera le gouvernement fédéral, il restera \$9,000,000 environ à diviser entre le Haut et le Bas-Canada. Avec le montant de la dette du fonds d'emprunt municipal et des quelques autres items que j'ai mentionnés, le Bas-Canada se trouvera chargé d'une dette locale de \$4,500,000. (Écoutez ! écoutez !) Quand nous sommes entrés dans l'Union, nous avions une dette de \$500,000 ; nous avons dépensé en travaux publics pour le Bas-Canada, depuis l'Union, environ \$13,000,000, et nous allons sortir de l'Union avec une dette de \$27,500,000, comme notre quote-part de la dette fédérale, et une dette particulière de \$4,500,000 ; tandis que le Haut-Canada en sortira sans dette locale, en abandonnant l'indemnité à laquelle il a droit en vertu de l'acte seigneurial de 1859. Eh bien ! je dis que c'est là un traité injuste, et qu'il est injuste aussi que le ministère nous refuse toute explication sur ce point avant que nous soyons appelés à voter ces résolutions. (Écoutez ! écoutez !) L'hon. solliciteur-général Est a dit l'autre jour que, dans le plan de confédération que je proposais pour les deux Canadas, je voulais laisser l'administration et la propriété des terres publiques au gouvernement général, et il ajoutait qu'avec la confédération les terres publiques appartenant aux gouvernements locaux,—ce qui sera, suivant lui, un grand avantage sur le plan que je proposais. Eh bien ! il faut remarquer qu'il est dû de très fortes sommes sur la vente des terres publiques ; il est dû environ \$1,000,000 dans le Bas-Canada, et cinq ou six millions dans le Haut. Si ces terres étaient restées dans l'Union, il y aurait eu un million du Bas-Canada, et cinq ou six millions du Haut-Canada pour payer la dette générale. Nous aurions profité de ce montant pour éteindre d'autant la dette publique, au lieu que dans le projet du gouvernement, le Haut-Canada va profiter des cinq ou six millions qui lui sont dus sur les terres vendues dans le Haut-Canada, tandis que le